

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 09 MARS 2023

Liste des présents

Membres à voix délibérative

<i>Collège des élus (10/52)</i>	Jacques MESAS	<i>Président de la CLI</i>
	Didier BERRUE	<i>Saint-Père-sur-Loire</i>
	Anthony BROSSE	<i>Député du Loiret</i>
	Pascal CROZAT	<i>Gien</i>
	Line FLEURY	<i>Conseillère départementale du Loiret</i>
	Francis LAURENT	<i>Sully-sur-Loire</i>
	Laurent LHOSTE	<i>Briare</i>
	Didier MARTIN	<i>Sully-sur-Loire</i>
	Véronique PERRON	<i>Boismorand</i>
	Hugues SAURY	<i>Sénateur du Loiret</i>

<i>Collèges non élus (17/28)</i>	Michel TINDILLERE	<i>Vice-Président de la CLI</i>
	Denis BERNARD	<i>CFE-CGC</i>
	Robert BONSERGENT	<i>UDAF Loiret</i>
	Pierre BRUN	<i>UFC-Que choisir</i>
	André COPIN	<i>SFEN Val de Loire</i>
	Danielle COURDEAU	<i>ACIRAD Centre-Val de Loire</i>
	Mary-Bridget FOUCHER	<i>ACIRAD Centre-Val de Loire</i>
	Hubert GASNIER	<i>Sortir du Nucléaire BGP</i>
	Fabrice GORECKI	<i>CMA du Loiret</i>
	Jean-François GUEMANN	<i>CFE-CGC</i>
	Gilbert GUERIN	<i>Fédération de pêche du Loiret</i>
	David HERAULT	<i>CFDT</i>
	Thierry JOLIVET	<i>Sortir du Nucléaire BGP</i>
	Jérôme KOLECZKO	<i>CFDT</i>
	Michel LUPART	<i>AEPN</i>
	Gérard MAHAUD	<i>UFC-Que choisir</i>
	Loïc OLIVO	<i>UDEL Loiret</i>

Membres à voix consultative

<i>Exploitant EDF</i>	Laurent BERTHIER Antoine GUILLAUMONT Esther VOLOZAN	<i>Directeur du CNPE de Dampierre</i> <i>CNPE – Chef de mission Sûreté</i> <i>CNPE – Cheffe de mission Communication</i>
<i>Autorité de sûreté nucléaire</i>	Arthur NEVEU Léa LLORENTE Grégory MOTTI	<i>Chef de la Division d'Orléans de l'ASN</i> <i>ASN - Division d'Orléans</i> <i>ASN - Division d'Orléans - Chargé de site</i> <i>et chef de projet poursuite de</i> <i>fonctionnement VD4 900 MW</i>
<i>Préfecture du Loiret</i>	Franck BOULANJON Arnaud BOULAY Soufyan BEN HAMMOU	<i>Directeur de Cabinet de la Préfète</i> <i>Chef du BPDC</i> <i>Stagiaire INSP</i>

Services de l'Etat

Agnès DIA
Annaïg HELLEU
Thierry PLACE

DDPP 45
ARS – DD45
DDPP 45

Secrétariat

Maud MICHEL

CD45

Liste des absents excusés

Christian BRAUX
Valérie CAILLAUT
Martine CORDIER
Hubert FOURNIER
Hervé JACQUIER
Christiane LAFAYE
Philippe LANRIOT
Marie-Annick MARCEAUX
Serge MERCADIE
Philippe NICOLAS
Hugues RAIMBOURG
Michael RICOU
Christian RON
Philippe THUILLIER

Conseiller départemental du Loiret
Commune d'Ouzouer-sur-Trézée
Commune de Noyers
Commune de Neuvy-en-Sullias
Communauté de Communes Berry-Loire-Puisaye
Commune de Le Moulinet-sur-Solin
Commune de Saint-Gondon
Commune de Noyers
Commune de Dampierre-en-Burly
Commune de Coullons
Conseiller départemental du Loiret
FO
ASN
Commune de Germigny-des-Prés

Compte rendu

En préambule, le Président Jacques MESAS prononce quelques mots en la mémoire d'Alain FOURCAULT, ancien Vice-Président de la CLI disparu brutalement en décembre 2022. Il rappelle son engagement sans faille au service de la CLI, dont il était membre quasiment depuis le début et Vice-Président depuis de nombreuses années.

Michel TINDILLERE, nouveau Vice-Président désigné par le Président du Département Marc GAUDET, se présente ensuite aux membres de la CLI : issu de l'école professionnelle EDF, il a travaillé dans les métiers de l'énergie électrique (dans le domaine des réseaux puis de l'énergie électronucléaire). Il a également été élu à la Ville de Gien pendant 20 ans et au sein de 3 EPCI. Il a intégré la CLI il y a 12 ans et fait partie du Bureau depuis 10 ans. Il fait partie des représentants de la CLI à l'Assemblée générale de l'ANCCLI^(cf. lexique en annexe 1) et participe à plusieurs groupes de travail de l'ANCCLI.

1/ Approbation des comptes rendus des réunions du 21 juin 2022 et du 08 novembre 2022

M. Jacques MESAS, Président de la CLI, demande si des participants ont des remarques à formuler sur les comptes rendus des séances plénières du 21 juin 2022 et du 08 novembre 2022 (réunion publique).

Aucune remarque n'étant formulée par l'assemblée, les comptes rendus sont adoptés à l'unanimité.

2/ Actualités du CNPE* de Dampierre

M. Laurent BERTHIER – Directeur du CNPE

2.1- Etat des tranches :

La tranche n°1 est en arrêt pour visite partielle (VP*) depuis le 26/02/2023. Plusieurs activités de maintenance seront réalisées lors de cet arrêt, qui devrait durer 80 à 90 jours.

Les 3 autres tranches sont actuellement disponibles et connectées au réseau.

2.2- Bilan 2022 :

✓ Production et bilan des arrêts :

Le CNPE de Dampierre a produit 18,7 TWh* en 2022, ce qui représente environ 7% de la production nucléaire en France et 6 fois la consommation d'électricité du Loiret.

4 arrêts de production ont été réalisés en 2022 :

- Fin de la 1^{ère} VD4* pour l'unité de production n°1 le 05/02/2022
- VD4 de l'unité de production n°2 : du 27/04/2022 au 31/12/2022
- ASR* de l'unité de production n°3 : du 15/10/2022 au 09/12/2022
- VP* de l'unité de production n°4 : du 11/04/2022 au 02/08/2022

✓ VD4* de la tranche n°2 :

La VD4 de la tranche n°2 a été marquée par les 3 activités réglementaires majeures suivantes :

- Inspection de la cuve par la MIS (machine d'inspection en service) en mai 2022 : contrôle de l'état métallurgique de la cuve ;
- Epreuve hydraulique du circuit primaire principal le 12/09/2022 ;
- Epreuve enceinte le 14/10/2022 : mise en pression à 5 bars et vérification de la bonne étanchéité de l'enceinte.

Par ailleurs, 69 modifications visant à améliorer la sûreté ont été réalisées lors de la VD4, dont un dispositif ultime de refroidissement du bâtiment réacteur et un système supplémentaire de refroidissement de la piscine d'entreposage du combustible usagé.

L'ensemble des opérations menées lors d'une VD4 représente environ 250 M€ d'investissement et la mobilisation de plus de 3 000 employés prestataires.

✓ La sûreté :

En 2022, le CNPE de Dampierre a déclaré 10 ESS* de niveau 1 et 1 arrêt automatique de réacteur (AAR*).

Le directeur de la centrale rappelle que le nombre d'événements survenus dans une année n'est pas un indicateur suffisant pour mesurer la performance d'une unité. Néanmoins, il indique qu'il ne peut pas être satisfait de ces résultats et qu'un plan d'action a été présenté à l'ASN afin de proposer des mesures pour améliorer la situation.

De nombreux exercices ont été réalisés en 2022 : 37 exercices incendie, 9 exercices de crises (PUI*), 12 exercices avec la gendarmerie (PSPG*), soit environ 1 exercice par semaine.

Par ailleurs, 43 inspections ont été réalisées par l'ASN sur le site en 2022, dont 16 inopinées.

✓ La sécurité :

Aucun événement notable n'a été déploré sur le site de Dampierre en 2022, ni aucun accident concernant les risques critiques.

Une amélioration globale de la sécurité a été observée en 2022 : le taux de fréquence Tf2* a en effet été inférieur à 7,7 en 2022 contre 11,9 en 2021 (à comparer avec le Tf2 aux environs de 40 dans le domaine du génie civil).

✓ La radioprotection :

La maîtrise du risque de contamination est en progression, avec moins de déclenchement des portiques de détection. La dosimétrie collective annuelle du site a respecté la cible prévue au regard des activités à réaliser.

✓ La surveillance de l'environnement :

Les rejets chimiques, radiochimiques et thermiques du CNPE de Dampierre ont respecté les limites réglementaires fixées.

Seul 1 dépassement du seuil pour les légionelles a été mesuré en 2022 (tranche n°4). Des mesures ont alors été prises pour traiter la colonisation par les légionelles et revenir sous le seuil de rejet.

Les chimistes de la centrale réalisent des contrôles tous les jours : plus de 20 000 analyses sont réalisées chaque année sur le site.

Par ailleurs, il est rappelé que la production de 18,7 TWh bas carbone par la centrale de Dampierre en 2022 a permis de réaliser une économie de 9 millions de tonnes de CO₂ (par rapport à une production d'électricité à partir de gaz).

✓ Emplois et compétences :

Il s'agit d'un enjeu important pour le CNPE compte-tenu du turn-over important sur le site (50 à 60 personnes par an).

83 personnes ont été recrutées en 2022, ainsi que 63 alternants : le CNPE représente ainsi un des premiers employeurs du Loiret. Plus de 100 embauches sont également prévues en 2023.

Afin de former les nouveaux embauchés, le site dispose d'un campus de formation, de deux simulateurs et d'un bâtiment maquette. Plus de 122 000 heures de formation ont ainsi été dispensées aux agents du site en 2022.

✓ Ancrage territorial :

Selon un rapport de l'INSEE, le CNPE de Dampierre fait vivre 9 000 personnes.

Les achats réalisés en région Centre-Val de Loire ont représenté environ 60 M€ en 2022, dont près de 10 M€ dans le Loiret.

Par ailleurs, le CNPE de Dampierre s'est acquitté d'environ 60 M€ de taxes et impôts en 2022.

✓ Accueil des visiteurs :

1 320 visiteurs ont été reçus sur le site de Dampierre en 2022.

Ces accueils permettent à EDF de partager et expliquer les enjeux du nucléaire. Il est rappelé que le CNPE peut recevoir tous ceux qui souhaitent découvrir le site.

2.3- Perspectives 2023 :

Les objectifs d'EDF pour le site de Dampierre en 2023 sont de :

- produire de l'électricité en toute sûreté. L'hiver 2022-2023 a été tendu mais s'est passé sans encombre. L'enjeu est maintenant de passer l'hiver 2023-2024 ;
- réussir le programme industriel dense prévu pour l'année, avec 3 arrêts de tranche : 1 VP*, 1 ASR* et la VD4* de la tranche 3 qui démarrera mi-septembre ;
- recruter 100 salariés ;
- réussir l'enquête publique des VD4 des tranches n°1 et 2.

2.4- Evénements significatifs sûreté (ESS*) de niveau 1 et événements significatifs pour l'environnement (ESE*) :

✓ ESS du 29/11/2022 : Non-respect des spécifications techniques d'exploitation en raison de la défaillance de vannes sur le circuit secondaire (cf. annexe 2) :

Lors de la phase de redémarrage de l'unité de production n°3, un générateur de vapeur a subi une montée en pression à 40 bars pendant 5 heures, alors que les spécifications techniques d'exploitation demandent que la pression soit limitée à 13 bars.

Cet événement est dû à un défaut d'isolement du générateur de vapeur, ce qui a entraîné sa montée en eau puis en pression.

✓ ESE du 22/09/2022 : Dépassement d'un seuil réglementaire sur une valeur calculée de concentration en légionelles (cf. annexe 3) :

Deux dépassements des valeurs limites autorisées pour les légionelles ont été constatés sur les rejets de l'unité de production n°4 les 12 et 15 septembre 2022 : 190 000 et 120 000 UFC*/litre pour une limite fixée à 100 000 UFC/litre.

Des unités de traitement à la monochloramine (mélange d'eau de Javel et d'ammoniac) ont été

construites sur les unités de production n°2 et 4 et mises en service récemment (des installations de ce type sont déjà présentes sur les unités de production n°1 et 3).

Ce système de traitement a été mis en œuvre dans le cas de ce dépassement afin de retrouver des valeurs en-dessous des limites autorisées pour les légionelles.

✓ ESS du 07/02/2023 : Détection tardive de l'indisponibilité d'une pompe du système d'injection de sécurité (cf. annexe 4) :

L'absence d'un boulon a été constatée sur une des brides d'un circuit d'injection de sécurité (système RIS* - système de secours permettant de refroidir le réacteur en cas d'incident).

Le CNPE n'étant pas en mesure, dans ces conditions, de démontrer le bon fonctionnement de ce circuit en cas de besoin, le système a été considéré comme indisponible depuis la dernière intervention réalisée sur le circuit, d'où la déclaration de l'événement en niveau 1.

✓ ESE du 22/02/2023 : Dépassement du cumul annuel d'émission de fluides frigorigènes (cf. annexe 5) :

Un dépassement du cumul annuel d'émission de fluide frigorigènes (limité à 100 kg/an) a été déclaré en février 2022 : ce dépassement est dû à une fuite de fluide frigorigène détectée lors d'une maintenance au niveau d'un groupe froid.

Les rejets de fluides frigorigènes ayant un impact sur l'environnement, les dépassements du seuil de rejet sont soumis à déclaration auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Echanges avec les participants :

✓ Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) constate que le CNPE a déclaré une dizaine d'ESS de niveau 1 en 2022, pour un objectif fixé à 2 par an. Il remarque également que ces ESS se produisent après des opérations de maintenance. Ce phénomène n'est pas spécifique à la centrale de Dampierre, c'est une généralité du parc français : la maintenance est le moment le plus délicat à gérer. Il déplore qu'il n'y ait pas d'amélioration dans ce domaine.

Laurent BERTHIER (EDF) explique que beaucoup d'activités sont réalisées, chacune répondant à des procédures robustes. Des non-qualités peuvent effectivement arriver, en cas de mauvaises pratiques. Il fait remarquer que les opérations d'arrêts de tranches condensent énormément d'activités, ce qui implique un risque plus élevé d'événements.

Il rappelle par ailleurs qu'un retour d'expérience est réalisé après chaque événement afin d'en tirer les conséquences pour éviter qu'ils se reproduisent.

✓ Gérard MAHAUD demande quel est le coût réel des améliorations post-Fukushima : il indique avoir lu le chiffre de 1 milliard d'Euros minimum par tranche, contre 250 M€ avancés par EDF.

Laurent BERTHIER explique que le montant de 250 M€ par tranche correspond aux dépenses liées à une VD4 (contrôle cuve, test enceinte, etc.), soit 1 milliard d'Euros pour les 4 tranches de Dampierre.

✓ Danielle COURDEAU (ACIRAD Centre-Val de Loire) demande si l'absence du boulon, dans le cas de l'ESS du mois de février 2023, a été découverte par des salariés de la centrale ou suite à une vérification par l'ASN.

Laurent BERTHIER répond que ce défaut a été découvert par les salariés de la centrale.

✓ Hubert GASNIER (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) indique qu'il a entendu que le gouvernement envisage d'instaurer une transmission des informations sur les accidents dans les centrales longtemps après l'événement (parfois plus d'un an après), contre une information très rapide actuellement (quelques jours).

Laurent BERTHIER explique qu'EDF a l'obligation de déclarer les événements dans les 48 h auprès de l'ASN, sauf quand il y a un enjeu « temps réel », auquel cas une information immédiate est faite auprès de l'astreinte de l'ASN.

Pour les ESS de niveau 1 ou les ESE, une information systématique est également faite auprès de la CLI.

Il ajoute qu'il n'y a pas d'évolution prévue à sa connaissance en matière de délai de transmission des informations.

Arthur NEVEU (ASN) confirme les propos de Laurent BERTHIER.

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande combien coûte le kWh nucléaire, en comptant la gestion des déchets.

Laurent BERTHIER indique qu'il n'est pas en mesure de donner de chiffre car ce n'est pas le CNPE, producteur d'électricité, qui fixe le prix du kWh.

✓ Mary-Bridget FOUCHER (ACIRAD Centre-Val de Loire) demande un complément d'information concernant le dépassement du seuil de rejet en légionelles et l'impact sur l'eau de la Loire.

Laurent BERTHIER explique qu'une augmentation du nombre de légionelles a été constatée au niveau des rejets de la centrale. Un traitement adapté a alors été mis en œuvre, permettant d'éliminer les bactéries dans l'eau, à l'instar de ce qui est fait dans les piscines.

✓ Gérard MAHAUD souhaite apporter un complément de réponse à la question posée concernant le coût du kWh : d'après les données dont il dispose, le coût de l'électricité nucléaire serait situé entre 50 et 60 € le MWh*, auquel il faut ajouter le coût du transport et les marges de l'entreprise.

3/ Rapport d'activité 2022 de la CLI et budget 2023

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI

3.1- Rapport d'activité 2022 :

L'année 2022 a été assez riche, avec une activité plutôt intense après 2 années un peu entravées par les mesures sanitaires liées au COVID-19.

Au cours de l'année 2022, l'assemblée plénière s'est réunie à 3 reprises (04 mars, 21 juin et 08 novembre). La dernière réunion plénière était une réunion publique, portant sur le sujet des 4^{èmes} visites décennales des réacteurs n°1 et 2 du CNPE de Dampierre.

Par ailleurs, le Bureau de la CLI s'est réuni 3 fois en 2022.

Au cours du premier semestre 2022, le règlement intérieur de la CLI, qui datait de 2010, a été retravaillé et mis à jour. Il a été adopté lors de la séance plénière du 21 juin 2022.

Le mandat des membres de la CLI prenant fin au 31/07/2022, un travail de renouvellement des membres a été lancé en juin 2022. La liste des nouveaux membres est désormais complète et l'arrêté de nomination en cours de signature auprès des Présidents des Conseils départementaux du Loiret et du Cher (2 départements concernés par le périmètre de 20 km autour de la centrale). Une fois validé, l'arrêté sera mis en ligne sur le site Internet de la CLI. Il conviendra ensuite de procéder au renouvellement des membres du Bureau de la CLI.

L'avis de la CLI a été sollicité à 2 reprises en 2022 :

- Le premier sur les mesures de prévention des risques de dispersion des légionelles et amibes : un groupe de travail s'est réuni le 21 février pour étudier le dossier, l'avis a été rendu le 18 mars ;
- Le second sur les prescriptions réglementant les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents de la centrale : un nouveau groupe de travail s'est réuni le 21 avril, l'avis a été rendu le 13 mai.

Plusieurs membres de la CLI ont participé à des réunions organisées au niveau national et à divers groupes de travail : assemblée générale de l'ANCCLI*, 34^{ème} conférence des CLI, groupes de travail thématiques, sessions de formation / information organisées par l'ANCCLI*, l'IRSN*, l'ASN*...

De plus, des visites du réacteur n°2 (en arrêt pour visite décennale) ont été organisées en mai, et une formation au média-training a été proposée aux membres le 13 octobre, à l'occasion de la journée nationale de la résilience face aux risques.

3.2- Budget réalisé en 2022 :

La majeure partie des dépenses réalisées en 2022 ont été liées au temps passé pour l'animation de la CLI (environ 0,2 ETP*), pour un montant de 13 000 € environ (salaire chargé). A ce montant s'ajoute le temps passé par les différents agents départementaux qui viennent en appui de la chargée de mission de la CLI : moyens généraux (accueil-café, logistique des salles), gestion comptable, communication...

Des frais d'affranchissement ont été dépensés en 2022 à hauteur de 800 € pour l'envoi à tous les membres de la CLI des fiches thématiques de l'ANCCLI.

Comme chaque année, la CLI s'est acquittée de la cotisation à l'ANCCLI à hauteur de 1 000 €.

Il est rappelé que les membres de la CLI peuvent se faire rembourser les frais qu'ils ont engagés pour se rendre aux différentes réunions de la CLI (séances plénières, formations, groupes de travail...). Il suffit pour cela de transmettre les justificatifs adéquats, que le déplacement ait été effectué en transport en commun ou par un véhicule personnel.

En 2022, la CLI a ainsi remboursé des frais de déplacement à ses membres pour un montant total de plus de 1 000 €.

En ce qui concerne les réunions, la CLI a engagé des frais pour l'atelier « post-accident » de l'ASN en février (coût du vigile pour près de 170 €), pour la formation média-training du 13 octobre (accueil-café et repas, pour un total de 280 €) et pour la réunion publique du 08 novembre (impression et routage des affiches / flyers, accueil-café, vigile, pour un montant total de 815 €).

Concernant les recettes, la CLI a reçu en 2022 une subvention de l'ASN à hauteur de 5 000 €.

3.3- Budget prévisionnel pour 2023 :

Le budget prévu pour 2023 est sensiblement le même que celui proposé en 2022, avec quelques ajustements pour coller au plus près de la réalité des dépenses réalisées les années précédentes : ce budget représente un total de 24 500 € pour l'année 2023, avec une subvention sollicitée auprès de l'ASN à hauteur de 5 000 €.

Le rapport d'activité 2022 ainsi que le budget prévisionnel 2023 sont consultables sur le site Internet de la CLI à l'adresse : <https://www.loiret.fr/les-activites-de-la-cli-de-dampierre>.

Pour finir, les dates prévisionnelles des prochaines séances plénières de la CLI pour l'année 2023 sont indiquées :

- **Mardi 13 juin 2023** à 14h00 (à Dampierre-en-Burly)
- **Jeudi 16 novembre 2023** à 18h00 (à Dampierre-en-Burly - réunion publique)

Echanges avec les participants :

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande si une étude épidémiologique est prévue pour étudier l'impact sanitaire de la centrale à long terme sur les travailleurs et leur descendance pour prendre en compte l'hérédité des effets.

Laurent BERTHIER (EDF) indique qu'un suivi médical de tous les salariés EDF et des prestataires est réalisé.

La réglementation en matière de surveillance médicale liée au nucléaire a été construite sur la base de ce qui s'est passé pendant la 2^{ème} guerre mondiale, notamment au Japon. Le seuil maximal admis pour les travailleurs du nucléaire est passé de 100 mSv par an dans les années 1950 à 20 mSv par an actuellement, ce qui représente des faibles doses.

Par ailleurs, 3 médecins sont présents en permanence à la centrale, permettant un suivi très fin du personnel EDF et des prestataires, de même que pour les personnels de l'ASN qui viennent sur le site en zone contrôlée.

4/ Rapport annuel d'inspection de l'ASN pour 2022

M. Grégory MOTTI – Chargé de site de Dampierre – Chef de projet des poursuites d'exploitation des réacteurs électronucléaires à eau sous pression exploités par EDF – ASN

4.1- Bilan 2022 :

✓ Activité de contrôle de l'ASN sur le CNPE de Dampierre en 2022 :

L'ASN a réalisé 40 inspections en 2022 sur le site de Dampierre, correspondant à 43 jours de présence sur le site. Ces inspections étaient de 2 types :

- Inspections de chantier (lors des arrêts de réacteurs) : inspections de plusieurs jours pour chaque période d'arrêt (plus l'arrêt est long, plus le nombre de jours d'inspection est important) ;
- Inspections thématiques : sur les thèmes de la sûreté, de la radioprotection, de la prévention des pollutions...

Chaque inspection donne lieu à une lettre de suite qui est rendue publique.

En 2022, 92 événements significatifs ont été déclarés par le CNPE, contre 57 en 2021. Cela représente une augmentation importante mais cela ne constitue pas en soi un indicateur de sûreté : c'est la typologie des événements qui est importante, tous les événements n'ayant pas le même poids.

Sur ces 92 événements, 78 ont concerné la sûreté (dont 10 de niveau 1 sur l'échelle INES*), 1 était relatif à l'environnement et 13 étaient relatifs à la radioprotection.

Le nombre d'événements relatifs à l'environnement et à la radioprotection est resté stable en 2022 par rapport à 2021, ce sont les ESS* qui sont en augmentation notable.

Par ailleurs, l'ASN a procédé aux contrôles des arrêts programmés de 3 réacteurs et de 4 arrêts techniques fortuits. Ces contrôles se font sur la base d'un programme de travaux ; l'ASN contrôle les activités puis instruit les demandes de redémarrage.

✓ Appréciation générale de l'ASN sur le CNPE de Dampierre pour 2022 :

D'une manière générale, l'ASN considère que les performances de la centrale de Dampierre sont très en retrait par rapport à la moyenne nationale en matière de sûreté et de radioprotection.

- Sur le plan de la sûreté, l'ASN constate une nette dégradation en 2022, notamment du fait de non-respects des spécifications techniques d'exploitation (STE*) à plusieurs reprises (13 événements déclarés concernaient des non-conformités aux STE). Ce déclaratif élevé est lié à des défaillances organisationnelles et à une insuffisance de communication entre les équipes de conduite, notamment au moment des relèves.

Par ailleurs, beaucoup d'ESS déclarés étaient en lien avec la gestion des essais périodiques : plusieurs d'entre eux ont été réalisés au-delà de la période de tolérance permise par les règles générales d'exploitation, c'est-à-dire en retard par rapport aux règles prévues.

De même, la gestion du risque incendie demeure en retrait en 2022 et doit rester une priorité pour le site.

Concernant la maintenance des installations, les performances sont également en retrait : 3 fortuits majeurs sur les circuits d'injection de sécurité se sont notamment produits en 2022, ayant entraîné un repli des réacteurs et traduisant un problème de fiabilité de ces matériels.

- Sur le plan de l'environnement, les performances se sont améliorées en 2022 concernant la gestion du risque microbiologique, avec 1 seul dépassement déclaré. La situation devrait continuer à s'améliorer grâce à la mise en service des nouvelles installations de traitement à la monochloramine.

Par ailleurs, aucun dépassement des valeurs limites de rejet pour les effluents gazeux et liquides n'a été observé en 2022.

Néanmoins, le confinement des substances dangereuses reste à améliorer.

- Sur le plan de la santé et sécurité au travail, la situation s'améliore ; la gestion du risque électrique restera une priorité pour l'ASN en 2023.

Des inspections ont été menées sur la gestion des pôles de compétence dans le domaine de la radioprotection.

- Sur le plan de la radioprotection, les performances se sont légèrement améliorées mais des efforts sont encore à faire sur la propreté radiologique.

L'ASN note que le plan d'action mis en œuvre par le site suite aux nombreux événements significatifs « transport » survenus en 2021 s'est avéré efficace (1 seul événement significatif transport déclaré en 2022).

4.2- Principaux sujets pour 2023 :

✓ Programme d'inspections de l'ASN en 2023 sur le CNPE de Dampierre :

L'ASN prévoit de réaliser 30 inspections en 2023, qui représenteront un nombre de jours de terrain similaire à celui réalisé en 2022.

Ces inspections s'inscrivent dans un programme pluriannuel d'inspection de l'ASN et concerneront la conduite normale des installations (qui est une faiblesse pour le site de Dampierre), le contrôle des soudures (suivi de la corrosion sous contrainte), la stratégie de maintenance d'EDF et la conformité des activités réalisées, ainsi que d'autres thèmes habituels.

Les inspections 2023 seront orientées sur les faiblesses identifiées en 2022, et notamment la maîtrise des spécifications techniques d'exploitation, la gestion des condamnations administratives, la gestion de la documentation, la gestion des essais périodiques, la communication entre les équipes et la gestion des relèves.

✓ Corrosion sous contrainte :

Le phénomène de corrosion sous contrainte affecte les circuits d'injection de sécurité (RIS*) et de refroidissement du réacteur à l'arrêt (RRA*).

Une stratégie de contrôle a été définie à l'échelle du parc français, étant donné que l'ensemble du parc est concerné. Cette stratégie est évolutive car elle dépend des résultats des examens réalisés, comme l'a montré l'actualité récente sur le site de Penly : suite aux nouvelles fissures découvertes à Penly, une révision de la stratégie est attendue de la part d'EDF pour tenir compte du retour d'expérience de ce qui a été observé sur ce site.

En 2022, un procédé par ultrasons amélioré a été développé pour examiner les soudures concernées et a déjà été utilisé sur plusieurs soudures.

A Dampierre, les analyses ont été réalisées sur la tranche n°2 en 2022, lors de la VD4* du réacteur. Elles n'ont pas mis en évidence de corrosion sous contrainte. Elles seront réalisées en 2023 sur la tranche n°1 (lors de la visite partielle) et sur la tranche n°3 (lors de la VD4), puis sur la tranche n°4 en 2024 (lors de la VD4).

Ce programme est toutefois susceptible d'évoluer dans la nouvelle stratégie d'EDF intégrant le retour d'expérience du problème de Penly.

L'ASN a prévu de réaliser en 2023 des inspections thématiques ciblées sur la corrosion sous contrainte lors de la VP de la tranche n°1 et de la VD4 de la tranche n°3.

Echanges avec les participants :

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande des précisions concernant les wagons contaminés et notamment sur l'origine des contaminations. Il demande également s'il s'agissait de wagons entrant ou sortant du site.

Laurent BERTHIER (EDF) précise qu'il s'agit d'un événement de 2021 : quelques points de contamination (quelques traces) ont été détectés lors d'un envoi de colis. Ce n'était pas lié à un colis qui serait mal fermé ou mal sanglé. Il précise que des actions ont été mises en place en 2022 sur ce sujet.

✓ Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) indique que les lettres de suite de l'ASN sont difficiles à trouver sur le site Internet de l'ASN, et souhaiterait que les membres de la CLI en soient destinataires. Il regrette par ailleurs que la CLI n'ait pas accès aux réponses faites par EDF à ces lettres de suite.

5/ Retour d'expérience de l'exercice nucléaire national des 14 et 15 septembre 2022

M. Arnaud BOULAY – Préfecture du Loiret (BPDC*)

5.1- Principe d'organisation de l'exercice :

L'exercice s'est déroulé sur 2 journées, chacune répondant à des objectifs distincts :

- Jour 1 : déroulement d'un scénario construit par le niveau national, le scénariste technique étant l'IRSN*.

Les enjeux de cette journée étaient de s'assurer de la compréhension d'une situation complexe par les acteurs, de vérifier l'articulation des échanges entre les niveaux national et local (au sein des cellules de crise d'EDF et de l'ASN), de valider les prises de décisions en lien avec les éléments techniques transmis dans le cadre du scénario et de mettre en œuvre une communication adaptée à l'événement.

- Jour 2 : l'organisation de cette seconde journée était laissée à la main des acteurs locaux (préfecture), en organisant des actions de terrain sous forme d'ateliers, sans corrélation nécessaire avec le scénario du jour 1.

Les objectifs fixés par la préfecture étaient de tester la coordination des cellules de crise, tester la communication dans toutes ses dimensions (communication dans l'exercice et sur l'exercice) et mobiliser les communes sur la gestion de l'urgence nucléaire (simulation d'évacuation).

Rappel sur les 3 situations possibles d'accident :

- Rejet immédiat de courte durée (dans les 6 h suivant l'accident),
- Rejets immédiats de longue durée,
- Rejet différé de longue durée (délai > à 6 h avant les rejets).

Différentes phases de gestion sont mises en œuvre en fonction de la situation.

5.2- Déroulé de l'exercice – Jour 1 :

L'exercice a mis en scène une perte d'alimentation électrique sur une tranche fictive (tranche 13). Dans un premier temps, une phase de gestion propre au CNPE s'est déroulée avec la mise en service des diesels de secours et le déclenchement du plan d'appui de mobilisation d'assistance technique du CNPE. EDF a transmis un rapport de situation à la préfecture, au SDIS* et à l'ASN, conduisant cette dernière à déclencher la cellule d'urgence de l'ASN.

A 9h00, la rupture d'un tube générateur de vapeur est signalée : il s'agit d'un accident à cinétique rapide impliquant un risque de rejet immédiat. Le CNPE déclenche alors le PPI* en phase réflexe : déclenchement des sirènes PPI et du dispositif d'appel téléphonique automatisé (système SAPPRE*), mise à l'abri immédiate des populations du périmètre de 2 km.

La cellule de crise préfectorale (COD*) est déclenchée, ainsi qu'une alerte aux communes du PPI (rayon 20 km) afin qu'elles déclenchent leurs Plans communaux de sauvegarde (PCS*).

Des analyses des données météorologiques et de détection de la radioactivité sont mises en œuvre, ainsi que le bouclage de la zone des 2 km autour de la centrale et la déviation permettant d'éviter le secteur.

A 10h00, des audioconférences/visioconférences sont organisées entre les niveaux local et national, aboutissant à la décision de prise d'iode sur le périmètre 2 km (en lien avec les données issues des radiobalises de proximité) ainsi qu'à un arrêté d'interdiction de consommation des denrées animales et végétales sur ce secteur. Il est également décidé de déclencher le plan iode afin d'assurer une distribution complémentaire de comprimés d'iode à la population non pourvue.

A 11h00, en l'absence d'information sur l'évolution à venir de la situation, il est décidé de préparer par anticipation les mesures de protection sur le périmètre 5 km (mise à l'abri ou évacuation des populations). L'ordre de prise des comprimés d'iode est diffusé.

Suite à une information indiquant que le rejet avait été bref, de 9h00 à 9h15 seulement, et que le réacteur était sous contrôle, une décision de déconfinement des populations et d'évacuation des employés du CNPE est prise à 13h00, ainsi que la préparation par anticipation des mesures post-accidentelles.

La pose de la déviation (jouée en réel par les équipes du Conseil départemental) s'est terminée à 13h00, mettant en évidence le temps de réalisation effectif des mesures de protection.

A 14h30, un nouvel événement est déclaré sur une autre tranche fictive (tranche 14), concernant une fuite de piscine et un combustible bloqué en situation haute avec risque de dénoyage (événement à cinétique lente).

Une phase d'identification des moyens nécessaires pour traiter les problèmes et d'estimation des délais avant le dénoyage du combustible est alors lancée.

A 15h30, il est décidé de préparer une évacuation de la population sur 360 degrés par cercles

concentriques en différentes phases (périmètre 2 km, puis 5, puis 20).

Lors de cette phase de préparation, d'autres centres d'accueils et de regroupement des populations (CARE*) ont été identifiés, étant donné que ceux prévus dans le PPI ne sont pas suffisants pour accueillir la population du périmètre 20 km (ils sont dimensionnés pour la population du périmètre 5 km).

La fin d'exercice est prononcée à 17h30.

5.3- Retour d'expérience – Jour 1 :

✓ Chaîne d'alerte et mobilisation des services :

La chaîne d'alerte a bien fonctionné, tous les services se sont mobilisés et ont envoyé des représentants en cellule de crise.

Il a été constaté une difficulté à mobiliser les collectivités sur ce type d'exercice, qui se sentent parfois démunies face à leur rôle dans ces situations.

Il était prévu de travailler avec un représentant de la CLI lors de cette première journée, mais dans les faits il n'a pas été sollicité par le COD lors de l'exercice.

Une difficulté à relayer l'information auprès de la population a également été constatée, avec un manque de retour sur la compréhension et le respect des consignes par les habitants (notamment concernant la prise des comprimés d'iode).

✓ Coordination générale et partage de l'information :

La fréquence des visioconférences et des points de situation a été jugée satisfaisante, ainsi que la qualité des points de situation et des relevés de décisions et le partage des documents avec l'ensemble des acteurs (communiqués de presse, relevés de décision...).

En revanche, il a été constaté la nécessité de trier les données techniques fournies aux acteurs, afin d'éviter de les submerger de documents trop techniques. Une vigilance sur la liste de diffusion utilisée par la préfecture pour la diffusion des documents est également apparue nécessaire.

✓ Compréhension des enjeux et de l'évolution de la situation :

La présence des représentants de l'ASN, de l'IRSN et du CNPE en COD* a été appréciée, permettant d'apporter des éclairages techniques et ainsi de bien appréhender les enjeux.

La projection sur les évolutions possibles du scénario a également été jugée satisfaisante, ainsi que l'utilisation des données techniques mises à disposition. L'apport des outils cartographiques en cellule de crise a été souligné.

En revanche, il a été relevé la nécessité de mieux intégrer la présence du rassemblement de Nevoy, d'autant plus qu'il était en phase de constitution en situation réelle.

✓ Stratégie opérationnelle et mesures de sauvegarde des populations :

La décision et la diffusion de l'ordre de prise d'iode ont été jugées trop tardives. De même, il a été constaté que la durée de mise en œuvre des actions était trop importante dans un cas d'événement à cinétique rapide (exemple de la mise en place de la déviation, qui prend du temps à réaliser).

Le temps étant contraint dans ce cas d'événement à cinétique rapide, les réponses à certaines questions ont été trop imprécises, certains détails n'ont pas été étudiés.

Il est donc apparu nécessaire d'intégrer davantage d'actions à mettre en œuvre en phase réflexe dans le PPI.

Par ailleurs, il a été mis en évidence que l'évacuation sur un périmètre de 20 km était très compliquée à mettre en œuvre, et qu'un appui du niveau national serait nécessaire.

✓ Axes d'amélioration :

A l'issue de l'exercice, la préfecture du Loiret a commencé à travailler sur 3 thématiques :

1/ Amélioration du dispositif d'alerte aux populations :

Un axe d'amélioration est l'intégration du dispositif FR-ALERT aux procédures de la préfecture : il s'agit d'un dispositif national permettant de diffuser, via des smartphones situés dans un périmètre donné, une alerte et des consignes claires à la population.

Un autre enjeu est de travailler en collaboration avec les collectivités afin de faire en sorte qu'elles déclenchent leur PCS et jouent un rôle de relais des autorités pour diffuser l'alerte à leurs populations.

Enfin, il est nécessaire de mobiliser davantage les associations agréées de sécurité civile (AASC*) pour le soutien aux populations. Ces associations disposent notamment de moyens pour relayer les informations aux habitants concernés.

2/ Amélioration de la mobilisation et de la distribution d'urgence des comprimés d'iode :

Il est rappelé que les personnes résidant dans le périmètre de 20 km autour de la centrale disposent, théoriquement, de comprimés d'iode. Une distribution complémentaire d'iode est prévue au-delà de ce périmètre ou en complément, en cas d'accident plus grave impactant une large zone, à partir de stocks disponibles dans un centre répartiteur à Blois.

L'exercice a montré que le délai de mise en œuvre était trop important dans le cas d'un événement à cinétique rapide, puisque le délai de livraison des centres répartiteurs est estimé à 12 heures environ.

Cette question va être étudiée cette année, en s'appuyant notamment sur les associations de sécurité civile et le dispositif FR-ALERT.

3/ Amélioration du dispositif d'évacuation et d'accueil des populations évacuées :

Les 2 CARE* identifiés dans le PPI, situés à Bourges et à Orléans, ne sont pas dimensionnés pour recevoir la population du périmètre 20 km : ils peuvent accueillir la population du périmètre 5 km, soit environ 5 000 personnes. Ces centres doivent également permettre le déploiement de dispositifs de détection de la radioactivité et de décontamination.

Une réflexion est donc à mener sur la détermination d'autres lieux permettant d'accueillir des CARE. L'exercice de septembre dernier a permis d'initier cette réflexion.

5.4- Déroulé de l'exercice – Jour 2 :

4 ateliers ont été menés lors de la seconde journée d'exercice :

1/ Evacuation d'un collège (collège des Bordes – 500 élèves)

L'objectif était de simuler l'évacuation de l'ensemble des élèves du collège en chronométrant les différentes étapes, et d'étudier la gestion de la phase de confinement des élèves par les équipes enseignantes et le personnel du collège.

L'exercice s'est bien passé, avec une bonne mobilisation des équipes et une évacuation effective réalisée en 1h15 via 2 cars, ainsi qu'une mise en œuvre satisfaisante du recensement des élèves évacués.

La gestion du confinement sur une demi-journée s'est toutefois avérée délicate.

2/ Armement d'un CARE à Montargis

Il s'agit d'un nouveau centre d'accueil et de regroupement, situé en-dehors du périmètre des 20 km. L'exercice a permis à la commune de s'exercer à armer ce centre, mais également à accueillir le déploiement d'une unité mobile de décontamination et d'un portique de détection de la radioactivité. Pour ce faire, il est apparu nécessaire de disposer de suffisamment de place et notamment de pouvoir bénéficier d'un grand parking. La gestion des flux de véhicules est également à prendre en compte.

3/ Sollicitation des communes du périmètre 20 km

Un questionnaire a été envoyé aux communes du périmètre 20 km afin d'appréhender leur capacité à mettre en œuvre les actions prévues dans leur plan communal de sauvegarde en cas d'urgence nucléaire.

Le retour d'expérience montre que du travail est encore à mener par la préfecture pour mobiliser pleinement les collectivités sur ce sujet, et que celles-ci ne sont pas toutes préparées à activer efficacement leur PCS.

4/ Sollicitation du centre hospitalier de Gien

L'objectif était de déployer une unité mobile de décontamination au centre hospitalier de Gien. L'exercice a impliqué le centre hospitalier d'Orléans (CHRO*), qui dispose de cette unité mobile, et le centre hospitalier de Gien au sein duquel l'armement de cette unité mobile a été mis en œuvre.

Echanges avec les participants :

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) constate que le PPI n'a pas changé alors qu'il considère qu'il comporte des aberrations, notamment sur le circuit d'évacuation qui prévoit que les habitants du Nord de la Loire doivent aller à Orléans en passant par Dampierre. Il demande également de combien de portiques de mesure et de décontamination dispose la France, et si le dispositif FR-ALERT a déjà été testé par la préfecture.

Arnaud BOULAY (préfecture) explique que l'exercice a justement permis de travailler sur les axes d'évacuation. Le CARE* de Montargis testé à cette occasion permettrait notamment d'éviter d'emprunter l'axe Dampierre-Orléans et/ou de diviser les flux.

En ce qui concerne les portiques de détection, il indique que les plus proches se trouvent à Bourges et Nogent-le-Rotrou, mais il ne dispose pas du nombre total de portiques disponibles au niveau national.

Il ajoute que le dispositif FR-ALERT n'a pas encore été testé dans le Loiret, mais que les agents de la préfecture ont été formés et sont en phase d'appropriation de l'outil et de détermination des limites. En revanche, cet outil a déjà été testé ailleurs en France et les tests se sont avérés satisfaisants.

✓ Hugues SAURY (sénateur du Loiret) constate que la couverture de la population en comprimés d'iode est mauvaise (entre 20 et 40% seulement de retrait des comprimés pour les particuliers dans le périmètre 20 km).

Il indique que certains pays ont une logique différente de la France et réservent ces comprimés à certaines catégories de population, comme les femmes enceintes et les enfants. Il considère que si les autorités françaises estiment que la distribution doit se faire à l'ensemble de la population, il faut pouvoir assurer une couverture à 100%, et dans ce cas il est urgent de revoir le mode de distribution, si nécessaire en envisageant d'autres moyens de distribution que le passage exclusif par les pharmacies.

Franck BOULANJON (préfecture) reconnaît que le délai de distribution serait trop important en cas d'accident à cinétique rapide et que le mode de distribution est à revoir. Il ajoute que cette question est actuellement à l'étude suite au retour d'expérience de l'exercice et à la parution récente d'une circulaire sur ce sujet. Un travail est en cours sur l'optimisation de l'acheminement des comprimés d'iode et la diffusion de l'ordre de prise.

Par ailleurs, il a été constaté que les populations les plus éloignées de la centrale se sentent moins concernées par le risque nucléaire et que, en conséquence, le taux de couverture est plus faible pour les habitants les plus éloignés.

Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) rappelle que ce sujet a déjà largement été débattu au sein de la CLI, et que l'explication donnée jusqu'à présent était l'impossibilité d'utiliser des listes de diffusion exhaustives, comme les listes de la sécurité sociale, du fait d'une opposition de la CNIL. Il rappelle que certains maires se sont proposés pour distribuer les comprimés en porte-

à-porte, mais que cela leur a été refusé.

Concernant l'évacuation du rassemblement de Nevoy, le problème est évoqué depuis longtemps et il a déjà été souligné en CLI qu'il y avait un problème à ce sujet.

Sur ce dernier point, Franck BOULANJON déplore une organisation parfois anarchique des emplacements et des terrains, ce qui peut poser des difficultés en cas d'évacuation. Toutefois, lors du dernier rassemblement en septembre 2022, une amélioration a été constatée. Par ailleurs, des issues ont été matérialisées pour que les personnes puissent se positionner en îlots avec des chemins d'accès, ce qui représente un progrès par rapport aux autres années.

Michel TINDILLERE (Vice-Président de la CLI) indique qu'il a été estimé qu'il fallait 36 h pour évacuer l'ensemble des caravanes en cas d'accident. Par ailleurs, il rappelle qu'il existe un stock de comprimés d'iode spécifiquement dédié à l'approvisionnement des gens du voyage lors des rassemblements.

Il ajoute que lors des premières campagnes de distribution d'iode, la distribution était assurée par l'amicale des sapeurs-pompiers au moment de la vente du calendrier, et qu'à cette époque le taux de couverture était de l'ordre de 80-90%. Ce mode de distribution a toutefois été supprimé par la suite, à la demande de l'ordre des pharmaciens, dans la mesure où ces comprimés étaient considérés comme des médicaments.

Didier BERRUE (Saint-Père-sur-Loire) explique que le recensement a été fait récemment sur sa commune, et demande si ce type de campagne ne pourrait pas être utilisé pour distribuer les comprimés d'iode.

Fabrice GORECKI (Chambre de métiers et de l'artisanat du Loiret) constate, en tant qu'habitant de Nevoy, que les gens du voyage peuvent vider le camp en une trentaine d'heures. Le problème est plutôt de pouvoir gérer la circulation en cas d'évacuation de la population et du camp en même temps.

Franck BOULANJON (préfecture) explique que les modalités de départ du camp ont été revues en 2022 pour qu'il soit moins anarchique, et que l'évacuation du camp est beaucoup plus satisfaisante depuis que les flux de sortie ont été revus.

6/ Point sur l'enquête publique relative aux VD4* des tranches n°1 et 2

*M. Grégory MOTTI - ASN / Mme Agnès DIA – DDPP**

✓ Contexte réglementaire et contenu des réexamens périodiques :

La réglementation ne prévoit pas de limite maximale pour la durée de fonctionnement d'une centrale nucléaire, mais le Code de l'environnement impose un réexamen de ces installations tous les 10 ans. Après 35 ans de fonctionnement de l'installation, ces réexamens sont soumis à enquête publique.

Les réexamens périodiques comportent 2 volets :

- un examen de la conformité des installations (ECOT),
- une réévaluation de la sûreté.

Ces réexamens sont réalisés en 2 temps : une partie générique pour l'ensemble du parc (partie déjà réalisée pour les 4^{èmes} réexamens périodiques des réacteurs de 900 MW) et partie spécifique à chaque réacteur (partie en cours pour le site de Dampierre).

✓ Position de l'ASN sur les 4^{èmes} réexamens périodiques des réacteurs de 900 MW :

L'ASN s'est prononcée sur la partie générique en février 2021 : elle considère que les propositions d'EDF permettent d'atteindre les objectifs du réexamen périodique et notamment de rapprocher le niveau de sûreté des réacteurs de 900 MW de celui des réacteurs les plus récents.

Concernant la phase spécifique, la majeure partie des améliorations est réalisée pendant la VD4 du réacteur, mais certaines sont effectuées avant la visite décennale (ex : mise en service des DUS*), et d'autres modifications matérielles interviendront après (dans un délai de 5 à 6 ans après la VD4).

Le rapport de conclusion du réexamen pour la tranche n°1 de Dampierre a été remis à l'ASN par EDF au 1^{er} trimestre 2022 et celui concernant la tranche n°2 a été transmis en novembre 2022. Ces rapports sont en cours d'instruction par l'ASN et l'IRSN en appui technique.

Une enquête publique est à venir pour permettre au public de faire part de ses remarques sur les conditions de la poursuite du fonctionnement des réacteurs n°1 et 2.

Après examen des rapports de conclusion des réexamens et prise en compte des éléments recueillis lors de l'enquête publique, l'ASN pourra prescrire des dispositions encadrant la poursuite du fonctionnement de ces réacteurs. La décision de l'ASN donnera elle-même lieu à une nouvelle consultation du public.

✓ Déroulement de l'enquête publique :

L'enquête publique se déroule en 3 temps :

- *Avant l'enquête* : le périmètre de l'enquête est arrêté (à 5, 10 ou 20 km autour du site). Pour ce faire, un retour d'expérience est tiré des enquêtes publiques déjà réalisées (Tricastin) ou en cours (Bugey).

Une commission d'enquête va être désignée par le tribunal administratif.

Une information très large sera faite dans les 15 jours précédents le début de l'enquête pour informer le public de la tenue de cette enquête (affichage en mairie dans tout le périmètre PPI, sur le site Internet de la préfecture, dans les journaux...).

- *L'enquête* : le début de l'enquête est prévu pour début juin 2023, pour une durée de 30 jours. Le dossier d'enquête sera à disposition du public en mairie et sur le site Internet de la préfecture. Le public pourra déposer ses observations sur un registre papier ou par mail via une adresse dédiée. Des permanences devraient être assurées par un commissaire enquêteur dans chaque mairie.

- *Après l'enquête* : la commission d'enquête disposera de 30 jours pour remettre son rapport à la préfète, qui disposera à son tour d'un délai de 21 jours pour transmettre ses observations. Ces avis ainsi que les conclusions de l'enquête publique seront transmis à l'ASN.

Pour Dampierre, les dates de l'enquête ne sont pas encore arrêtées, la procédure est encore dans la phase amont de la préparation de l'enquête.

Echanges avec les participants :

- ✓ Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) demande s'il y aura une réunion publique lors de cette enquête.

Agnès DIA (DDPP) indique que cela n'est pas prévu dans les textes, mais que si la commission d'enquête le juge utile, une réunion publique pourra être organisée. EDF pourra également tenir une réunion d'information en amont de l'enquête si elle l'estime nécessaire.

La CLI sera informée si une réunion publique est organisée.

- ✓ Gérard MAHAUD rappelle que le gouvernement prévoit un texte pour réduire la durée des procédures de réalisation des nouvelles installations nucléaires, jugées très longues. Dans la mesure où les CLI rassemblent des personnes de tous horizons, il considère que ces instances sont plus efficaces que les réunions publiques pour émettre un avis dans les enquêtes publiques.

Il suggère de remplacer les réunions publiques par un avis renforcé des CLI, en rappelant que certaines de ces réunions étaient tellement tumultueuses qu'elles ont dû être arrêtées.

Agnès DIA rappelle qu'un avis sera sollicité auprès de la CLI.

Arthur NEVEU (ASN) confirme que la CLI sera saisie en parallèle de l'enquête publique, comme prévu par le Code de l'environnement, et selon les mêmes modalités que le public.

7/ Questions diverses

✓ Mary-Bridget FOUCHER (ACIRAD Centre-Val de Loire) demande quelle sera l'incidence de la fusion entre l'IRSN et l'ASN au niveau de la centrale de Dampierre, sachant que les 2 organismes n'ont pas les mêmes compétences.

Arthur NEVEU (ASN) rappelle qu'il s'agit juste, pour le moment, d'un projet du gouvernement et que les modalités de ce rapprochement sont en cours d'élaboration par l'ASN et l'IRSN en réponse à la demande du gouvernement. Ces propositions seront ensuite transmises aux parlementaires qui décideront, ou non, de la mise en œuvre de cette fusion.

Il ajoute que, dans tous les cas, les compétences ne disparaîtront pas et que le contrôle et l'expertise resteront séparés dans 2 directions distinctes. Il précise que dans la plupart des pays, le contrôle et l'expertise sont situés au sein de la même entité. La séparation des 2 compétences au sein de 2 entités distinctes est une spécificité française.

Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) considère pour sa part que le rapprochement des 2 entités est une bonne chose : actuellement, l'IRSN émet des avis qu'elle rend publics avant que l'ASN ne se soit prononcée ; de ce fait, Gérard MAHAUD estime que l'ASN est en quelque sorte « obligée » de se conformer à ces avis. Il considère que l'IRSN devrait remettre ses avis en premier lieu à l'ASN, pour permettre à celle-ci de se prononcer et de remettre son analyse au public et au gouvernement. L'organisation telle que souhaitée par le gouvernement lui semble ainsi plus cohérente.

✓ Jean-François GUEMANN (CFE-CGC) fait part de son souhait que soient organisées des formations à destination des membres de la CLI (sur la sûreté nucléaire, par exemple), afin que les membres puissent parler un langage commun et ainsi plus facilement s'approprier les informations diffusées en CLI.

Jacques MESAS répond que cette demande sera étudiée par le Bureau lors de sa prochaine réunion.

A Orléans le 12 MAI 2023

Le Président de la Commission
Locale d'Information

Jacques MESAS



ANNEXES

1/ Lexique des sigles utilisés

Les mots du compte-rendu suivis d'une * sont définis ci-dessous :

AASC : Association Agréée de Sécurité Civile
AAR : Arrêt Automatique de Réacteur
ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement
BPDC : Bureau de la Protection et de la Défense Civiles (préfecture du Loiret)
CARE : Centre d'Accueil et de REgroupement
CHRO : Centre Hospitalier Régional d'Orléans
CNPE : Centre Nucléaire de Production d'Electricité
COD : Centre Opérationnel Départemental (cellule de crise préfectorale)
DDPP : Direction Départementale de la Protection des Populations
DUS : Diesel d'Ultime Secours
ESE : Evénement Significatif pour l'Environnement
ESS : Evénement Significatif Sûreté
ETP : Equivalent Temps Plein
INES : International Nuclear Event Scale (échelle internationale des événements nucléaires et radiologiques)
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
MW : MégaWatt (= 1 000 kW)
PCS : Plan Communal de Sauvegarde
PPI : Plan Particulier d'Intervention
PSPG : Peloton Spécialisé de Protection de la Gendarmerie
PUI : Plan d'Urgence Interne
RIS : Circuit d'Injection de Sécurité
RRA : Circuit de Refroidissement du Réacteur à l'Arrêt
SAPPRE : Système d'Alerte des Populations en Phase REflexe
SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours
STE : Spécifications Techniques d'Exploitation
Tf2 : taux de fréquence des accidents du travail = (nb d'accidents avec et sans arrêt / nb d'heures travaillées) * 1 000 000 (salariés EDF et prestataires)
TWh : TéraWatt-Heure (= 1 000 000 000 kWh)
UFC : Unité Formant Colonie (indicateur permettant de dénombrer la quantité de micro-organismes dans un volume d'eau)
VD4 : 4^{ème} Visite Décennale
VP : Visite Partielle

2/ Événement significatif de sûreté de niveau 1 déclaré le 29 novembre 2022

(site Internet d'EDF)

Non-respect des spécifications techniques d'exploitation en raison de la défaillance de vannes sur le circuit secondaire

Le pilotage d'un réacteur s'inscrit dans un cadre de prescriptions, parmi lesquelles les spécifications techniques d'exploitation (STE), qui recueillent l'ensemble des règles à respecter pour la conduite des installations.

Le 21 novembre 2022, l'unité de production n°3 est à l'arrêt dans le cadre de sa maintenance programmée. Une demande de travaux est émise par les équipes de pilotage de la centrale en raison d'une circulation d'eau potentielle dans un circuit normalement isolé.

Lors de l'intervention, les techniciens constatent effectivement une circulation d'eau sur le circuit secondaire. Il apparaît que ces mouvements d'eau sont concomitants à la mise en service le 20 novembre d'une pompe de circulation.

Après analyse, il apparaît que plusieurs vannes en série du circuit secondaire étaient inétanches (celles-ci ont immédiatement été remises en conformité). Cette inétanchéité a entraîné une augmentation de pression dans l'un des générateurs de vapeur de l'unité de production n°3, ce qui n'est pas permis par les spécifications techniques d'exploitation.

Cet événement n'a pas eu d'impact réel sur la sûreté des installations, l'unité de production n°3 étant à l'arrêt. Toutefois, en raison du non-respect des spécifications techniques d'exploitation, la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré cet événement le 29 novembre 2022 à l'Autorité de sûreté nucléaire comme un événement significatif de sûreté de niveau 1 (anomalie) sur l'échelle INES, qui en compte 7.

3/ Événement significatif pour l'environnement déclaré le 22 septembre 2022

(site Internet d'EDF)

Dépassement d'un seuil réglementaire sur une valeur calculée de concentration en légionelles

Les équipes de la centrale de Dampierre-en-Burly réalisent une surveillance environnementale régulière et des traitements préventifs vis-à-vis des légionelles. Ces micro-organismes, naturellement présents dans l'eau de la Loire, peuvent trouver un terrain favorable de développement dans les eaux tièdes qui circulent, en dehors de la zone nucléaire, au niveau des tours aéroréfrigérantes des unités de production en fonctionnement. Pour la légionelle potentiellement pathogène (*Legionella pneumophila*), la réglementation fixe une limite de 100 000 UFC/litre.

Des prélèvements bi-hebdomadaires sont réalisés par les équipes de la centrale, afin de surveiller la concentration en légionelles. Les échantillons prélevés nécessitant une mise en culture, les résultats provisoires sont obtenus 7 jours plus tard et les résultats définitifs 10 jours plus tard.

Les résultats des analyses des prélèvements réalisés les 12 et 15 septembre 2022 sur l'unité de production n°4, reçus mercredi 21 septembre 2022, ont mis en évidence des taux en légionelles de 190 000 UFC/litre (12 septembre) et 120 000 UFC/litre (19 septembre). Les équipes de la centrale ont immédiatement déployé plusieurs mesures pour retrouver un taux inférieur à 100 000 UFC/litre.

Cet événement n'a eu aucun impact réel sanitaire ou environnemental. En raison du dépassement du seuil réglementaire de concentration en légionelles sur l'unité de production n°4, la direction de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré à l'Autorité de sûreté nucléaire, un Événement Significatif pour l'Environnement (ESE) le 22 septembre 2022.

** Naturellement présentes dans l'environnement, les légionelles apprécient les milieux humides, spécialement les eaux douces chaudes dont la température s'échelonne de 25°C à 50°C.*

4/ Événement significatif de sûreté de niveau 1 déclaré le 07 février 2023

(site Internet d'EDF)

Détection tardive de l'indisponibilité d'une pompe du système d'injection de sécurité

Le pilotage d'un réacteur s'inscrit dans un cadre de prescriptions, parmi lesquelles les spécifications techniques d'exploitation (STE), qui regroupent l'ensemble des règles à respecter pour la conduite des installations.

Le 30 janvier 2023, l'unité de production n°4 est en fonctionnement. L'équipe de pilotage de la centrale réalise un essai programmé sur une pompe du système d'injection de sécurité RIS*, prescrit par les STE. Lors de sa ronde de surveillance, un technicien identifie l'absence d'un boulon sur une bride qui contribue à l'étanchéité et au refroidissement de la pompe du circuit en cas d'utilisation prolongée.

Des expertises sont immédiatement menées et démontrent l'absence de fuite sur le circuit. Mais l'absence du boulon ne permet pas de garantir le fonctionnement à long terme de la pompe dans des conditions accidentelles / incidentelles, elle est alors préventivement considérée comme indisponible par le chef d'exploitation. Comme requis par les STE, la pompe est réparée en moins de trois jours.

A posteriori, une analyse approfondie fait apparaître que la dernière intervention réalisée sur la boulonnerie de la pompe du système RIS daterait de mai 2020. Le boulon est donc de manière conservative, considéré comme manquant depuis cette date.

Cette détection tardive n'a pas eu d'impact réel sur la sûreté de l'installation. Toutefois, en raison du non-respect des spécifications techniques d'exploitation, la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré cet événement le 7 février 2023 à l'Autorité de sûreté nucléaire comme un événement significatif de sûreté de niveau 1 (anomalie) sur l'échelle INES, qui en compte 7.

** Le système d'injection de sécurité (RIS) est un système de secours conçu pour assurer le refroidissement du réacteur. Il permet d'injecter dans le circuit primaire de l'eau contenant du bore à forte pression, évitant la reprise de la réaction en chaîne. Il existe 3 sous-circuits indépendants et redondants d'injection RIS : RIS haute pression (HP), RIS basse pression (BP) et les accumulateurs RIS. Les sous-circuits RIS haute pression et RIS basse pression sont chacun composés de deux pompes redondantes, qui assurent l'aspiration de l'eau.*

5/ Événement significatif pour l'environnement déclaré le 22 février 2023

(site Internet d'EDF)

Dépassement du cumul annuel d'émission de fluides frigorigènes

Dans une installation industrielle, les fluides frigorigènes sont utilisés dans les systèmes de production de froid. Ils permettent le refroidissement et la climatisation de différents matériels. Les opérations de maintenance réalisées régulièrement sur ces systèmes permettent de contrôler les fluides frigorigènes et d'en détecter les émissions.

Le 13 février 2023, une émission de fluide frigorigène a été détectée au niveau d'un matériel type « groupe froid ». Les équipes sont immédiatement intervenues pour identifier la localisation précise de l'inétanchéité et mettre en sécurité le groupe. Cette perte de fluide de 66,91 kg, ajoutée aux précédentes émissions comptabilisées sur le site, a conduit au dépassement du seuil de cumul annuel des émissions de fluides frigorigènes de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly. Des actions ont été engagées pour stopper l'émission de fluide frigorigène sur ce matériel.

Cet événement n'a eu aucune conséquence sur la sûreté des installations, ni sur la santé des salariés. Toutefois, le cumul de fluide frigorigène émis au titre de l'année 2023 étant supérieur à 100 kg, et conformément aux accords établis entre l'Autorité de Sûreté Nucléaire et EDF, un événement significatif environnement a été déclaré par la direction de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly à l'Autorité de Sûreté Nucléaire, le 22 février 2023.